



Une lettre à la communauté internationale

En tant qu'anciens ministres, fonctionnaires des Nations unies, scientifiques et citoyens concernés, nous sommes profondément préoccupés par le fait que les systèmes de gouvernance mondiale, notamment les Nations unies, doivent faire davantage pour fournir les fondements moraux, institutionnels et juridiques nécessaires pour assurer la sécurité humaine, le bien-être de la planète et le développement durable de nos "futurs nous" et des générations futures.

Dans les circonstances actuelles, le terrifiant et le fantastique nous propulsent dangereusement vers un avenir dystopique. Il s'agit de crises systémiques en cascade, notamment : la menace de guerre nucléaire, l'effondrement de la biodiversité mondiale, l'urgence climatique, les crises des réfugiés, l'instabilité financière mondiale et les crises de la démocratie, du multilatéralisme et de la durabilité. Individuellement et collectivement, ces crises menacent les frontières planétaires au-delà desquelles la civilisation n'est pas assurée. Nous sommes de plus en plus conscients que le monde est confronté à des défis sans précédent en matière de gouvernance mondiale, au-delà de ce pour quoi les Nations unies ont été conçues. Ces graves menaces pour la sécurité humaine et le bien-être de la planète nous obligent à agir aujourd'hui pour faire en sorte que le présent ne soit plus l'ennemi de l'avenir.

Il n'est pas clair si notre condition précaire sera transformée par une action politique qui s'attaque de manière constructive à ces crises et à un système ploutocratique de gouvernance mondiale qui viole la dignité de l'humanité ou si nous continuerons à aller de désastre en désastre. Ce qui est clair, en revanche, c'est que les circonstances sans issue de l'humanité jettent une ombre morale sur le présent.

Nous rappelons que la Charte des Nations Unies commence par les mots "Nous, peuples ..., avons décidé de sauver les générations futures" et que les "Peuples des Nations Unies" ont affirmé leur "foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites". De l'urgence climatique à la sécurité humaine, à l'égalité des sexes et des races, et du développement durable à la paix internationale, nous, les soussignés, sommes convaincus que la communauté internationale doit honorer pleinement ses engagements envers la Charte fondatrice de l'ONU, la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris. Pourtant, il est urgent d'aller plus loin.

Les décennies à venir doivent être celles d'une ère qualitativement nouvelle pour l'humanité, éclairée par un nouvel humanisme et une conscience planétaire. En effet, ce que nous ferons au cours des prochaines années déterminera l'avenir de l'humanité pour le prochain millénaire. Et, ainsi, nous devons oser être audacieux.

Nous reconnaissons que la Déclaration universelle des droits de l'homme n'a pas encore libéré l'humanité de la peur perpétuelle de la guerre et des privations, et si la Déclaration a été politisée pour servir des intérêts géopolitiques, le monde a néanmoins progressé depuis son adoption. Par la suite, la dignité humaine a été comprise comme un droit inaliénable de chaque membre de la famille humaine, avec des droits qui étaient juridiques, justiciables et exécutoires, et où la règle du droit légiféré démocratiquement offrait une base pour la liberté, la justice et la paix dans le monde.

Nous constatons que la vie à une époque dont les moyens de destruction massive et le potentiel de déstabilisation de la biosphère mondiale menacent la civilisation elle-même, répudie les interprétations paroissiales des droits et libertés. Une telle étroitesse d'esprit sert à perpétuer une culture barbare de domination, de violence et de guerre. En faisant pression pour nos propres droits et libertés, "Nous, les peuples", avons le devoir de respecter les droits et libertés des autres. Car, dans toute société, ni la liberté ni le pouvoir ne peuvent être exercés sans limites. Reconnaisant la liberté rationnelle comme un phénomène collectif, social et moral, plus nous nous attachons à la liberté, plus grande est notre responsabilité envers nous-mêmes et les générations futures.

Dans la mesure où les droits et les responsabilités sont indivisibles, l'idée d'un droit de l'homme atteint son intégrité lorsque nous reconnaissons simultanément le devoir de tous de le respecter. Car la liberté est une illusion dans un monde qui nous prive structurellement de la sécurité humaine, du bien-être planétaire et du développement durable. Ce n'est que lorsque les systèmes de gouvernance économique et politique ne feront plus de victimes que des mots tels que "liberté", "démocratie" ou "fraternité" auront un sens.

Nous notons en outre que si la Déclaration des droits de l'homme a été développée dans une série d'accords et de traités, elle n'a pas de contrepartie formelle pour la responsabilité humaine. En conséquence, les circonstances actuelles et la Déclaration universelle des droits de l'homme nous invitent à achever le travail commencé par les Nations Unies en 1948 avec une Déclaration universelle des responsabilités humaines des générations présentes envers les générations futures.

Ouvrant une nouvelle ère de l'humanité ; plaçant les droits de l'homme et les responsabilités humaines intergénérationnelles au centre de ses décisions et de sa programmation, une Déclaration des responsabilités humaines des Nations Unies est nécessaire pour réconcilier les points de vue politiques vers une culture de la paix et du désarmement et assurer la sécurité humaine et le développement durable. Autonome et centrée sur les personnes, elle permettrait aux Nations Unies de passer d'une plateforme de débat sur les intérêts nationaux concurrents à une plateforme de promotion des intérêts mondiaux communs de "Nous, les peuples".

Pour concrétiser davantage les principes fondateurs de l'ONU, "Nous, les peuples", devons non seulement aspirer à une culture universelle des droits de l'homme et des responsabilités des générations actuelles envers les générations futures, mais aussi les institutionnaliser. Dotés d'une vision prospective fondée sur la science et d'un médiateur pour les générations futures, ainsi que d'autres actions visant à assumer leur responsabilité fiduciaire de protéger l'avenir du présent, de nouvelles normes, notamment celles rendues possibles par une Déclaration des responsabilités humaines, sont nécessaires pour préserver les droits de l'homme. Il est évident que ces droits ne

peuvent pas survivre à la destruction de la civilisation. Pour survivre, sans parler de conserver notre capacité de développement, en tant que gardiens de l'avenir, "Nous, les peuples", devons institutionnaliser un nouvel humanisme et embrasser une authenticité supérieure fondée sur l'impératif moral de la responsabilité. Pour garantir que nos "futurs nous-mêmes" et les générations futures soient les bénéficiaires de la gouvernance multilatérale, nous devons ancrer cette gouvernance dans l'impératif moral de la responsabilité en tant que principe moral contraignant ; un principe juridique, justiciable et exécutoire. Car nous devons adopter l'impératif comme une exigence normative et opérationnelle.

Nous reconnaissons que la transformation ne sera pas moins profonde que celle qui s'est produite aux premiers stades de l'anthropogénèse d'où est sortie la société humaine. Mais, contrairement à nos lointains ancêtres, nous ne disposons pas de milliers de générations au cours desquelles s'est opérée la transition du troupeau et de la horde à la société. Pour réaliser une nouvelle ère de l'humanité, nous n'aurons peut-être même pas une seule génération.

Une Déclaration universelle des responsabilités humaines n'est pas une panacée. Cependant, une Déclaration est nécessaire et urgente pour redresser les fardeaux qui sont aujourd'hui injustement supportés par ceux qui en sont le moins responsables. En reconnaissant que la majorité des générations futures naîtront dans les pays du Sud et tout en reconnaissant les besoins, les priorités et les aspirations des pays en développement, une Déclaration universelle des responsabilités humaines est un engagement à protéger la dignité de tous les individus en renforçant le lien universel entre les droits de l'homme et les responsabilités.

Reconnaissant avec Albert Camus que "la vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent", pour permettre une grande transformation d'une culture de la domination, de la violence et de la guerre en une culture de la responsabilité et de la paix, nous, les soussignés, appelons à un contrat social intergénérationnel, ancré dans une approche globale des droits et responsabilités de l'homme. Libérée de la peur, l'humanité dans la dignité peut inventer son avenir.

Bien que les défis soient considérables, l'impact des crises systémiques en cascade sur nos enfants et les générations futures nous a rendus déterminés à réaliser l'ambition contenue dans ce document. L'heure est à l'audace ; les dirigeants mondiaux, les gouvernements nationaux et la communauté internationale doivent s'unir pour donner aux enfants, aux jeunes et aux générations futures les opportunités qu'ils méritent et auxquelles ils ont droit.

Offrant un aperçu de la grande transformation ; accueillant l'appel du Secrétaire Général des Nations Unies Antonio Guterres pour une Déclaration de Responsabilité dans Notre Agenda Commun, nous, les soussignés, demandons à l'Assemblée Générale des Nations Unies d'adopter par résolution une Déclaration Universelle des Responsabilités Humaines des Générations Présentes envers les Générations Futures et d'établir par la suite une Commission des Responsabilités Humaines comme un organe législatif intergouvernemental au sein du système des Nations Unies.

Faisons en sorte que les générations futures se souviennent de 2023 comme de l'année où l'histoire a changé, où l'humanité, ses dirigeants et ses décideurs ont pris des mesures pour assurer la

sécurité humaine, le bien-être de la planète et le développement durable des générations actuelles et futures.

Très sincèrement,

Dr Kenneth M. Stokes, Dr Moneef Al Zou'bi, Dr Alberto Zucconi

Directeurs fondateurs du Forum mondial de la durabilité

Cette lettre est co-signée par :